

Plateformes numériques de participation aux politiques urbaines : Quels modes de présence des citoyens ?

Noémie Lago

Centre de recherche URBAiNE

Faculté d'Architecture et d'Urbanisme de l'Université de Mons, Belgique.

noemie.lago@umons.ac.be

MOTS-CLES : Modes de présence, Politique urbaine, Plateformes numériques, Appropriation citoyenne.

RESUME :

La participation citoyenne est de plus en plus considérée comme indispensable au développement durable de la Smart City, au même titre que les nouvelles technologies numériques (Monfaredzadeh & Krueger, 2015). En effet, une approche uniquement techno-centrée impose des outils. Si ces outils ne sont pas adaptés aux besoins et aux capacités des usagers, ils ne seront pas utilisés. Le renforcement des processus participatifs est donc un enjeu prioritaire pour de nombreuses villes. A cette fin, en parallèle des outils classiques, des processus innovants sont développés. Comme le souligne Zaza (2016, p. 163), l'innovation est recherchée via des outils numériques : « *Les concepts de co-construction et d'idéation avec les habitants remplacent aujourd'hui ceux de participation et de concertation qui avaient caractérisé les politiques publiques au début du siècle. Pour ce faire, le numérique est appelé comme solution pour innover et moderniser les dispositifs d'engagement des habitants.* »

Concrètement, ces politiques prennent notamment la forme de plateformes numériques de participation, souvent assimilées à des « boîtes à idées numériques ». Les citoyens peuvent y déposer leurs propositions pour améliorer leur ville, et donner leurs avis sur les propositions des autres (via des commentaires et des likes). Les likes peuvent être positifs ou négatifs, afin de signaler autant son accord que son désaccord avec les propositions des autres. Les résultats de la plateforme sont ensuite analysés par les pouvoirs publics et orientent (normalement) les politiques urbaines. Le principal avantage des plateformes par rapport aux outils traditionnels de participation est d'être accessible à toute heure et de n'importe quel endroit (desservi par un réseau Internet).

Mais ces plateformes répondent-elles à un réel besoin des citoyens ? Sont-elles investies par le public ? Peut-on y observer différentes formes d'appropriation ? Permettent-elles de nouveaux modes de présence dans la vie locale ? Afin de répondre à ces questions, nous avons étudiés l'utilisation, par les citoyens, de plateformes dans trois villes moyennes wallonnes : « Réinventons Liège ! » lancée en mars 2017, « Demain, Mons » lancée en avril 2017 et plus récemment « A quoi ressemblera votre « La Louvière » en 2040 ? » lancée en mars 2019. Commanditée par les villes, les plateformes sont mises en place par des start-up qui proposent un produit « clé en main » légèrement ajustables aux attentes de chaque ville. Pour réaliser notre analyse, nous nous sommes basés sur les travaux d'Akrich (1998) qui a identifié 4 formes d'intervention possible des utilisateurs sur des dispositifs déjà constitués : le déplacement, l'adaptation, l'extension, le détournement. Sur les trois plateformes étudiées, nous avons croisé

analyses qualitatives (contenu des propositions et des commentaires) et analyses quantitatives (nombre de proposition, de commentaire, de votes). Cela nous a permis d'esquisser une typologie des modes de présence des citoyens sur les plateformes numériques de participation :

- Les omniprésents : ils proposent un très grand nombre d'idée et de commentaires. Ils sont dans une course à la reconnaissance sociale via le classement des citoyens.
- Les pragmatiques : ils donnent principalement des likes ou font quelques propositions très courtes, dans le cadre et facilement réalisables.
- Les rêveurs : ils font des propositions idéalistes, parfois très originales et sans lien avec la réalité du terrain. Leurs propositions rassemblent peu de vote.
- Les rebelles : ils font une proposition hors cadre souvent un « coup de gueule » contre la politique ou l'administration. Ils ne s'investissent pas autrement sur la plateforme (likes, commentaires).
- Les voyeurs : se rendent sur la plateforme mais ne s'y impliquent pas.

Pour valider notre typologie, nous l'avons confronté aux résultats d'autres recherches notamment l'analyse de Carticipe à Marseille (Douay et Prévot, 2015), le budget participatif de Paris « Madame la maire, j'ai une idée » (Douay, 2016) et les recherches de Babeau (2014) concernant la participation politique « ordinaire » sur la plateforme YouTube.

BIBLIOGRAPHIE :

Akrich M. (1998). Les utilisateurs, acteurs de l'innovation. *Education permanente*, n°134, p.79-89

Babeau, F. (2014). La participation politique des citoyens « ordinaires » sur l'Internet : La plateforme YouTube comme lieu d'observation. *Politiques de communication*, 3(2), 125-150. <https://www.cairn.info/revue-politiques-de-communication-2014-2-page-125.htm>.

Douay N. (2016). La numérisation des dispositifs de participation de la Mairie de Paris, *Netcom*, 30-3/4, 249-280.

Douay N., Prévot M. (2015). Reconfiguration des pratiques participatives. Le cas de « Carticipe ». *Traces numériques et territoires*. 239-247.

Monfaredzadeh, T., & Krueger, R. (2015). Investigating Social Factors of Sustainability in a Smart City. *Procedia Engineering*, 118, 1112-1118. <https://doi.org/10.1016/j.proeng.2015.08.452>

Zaza O. (2016). L'e-gouvernance pour la participation citoyenne : imaginaires du futur, nouvelles compétences et impacts territoriaux, *Pyramides*, 26/27, 163-190.